RÉFUGIÉ.E.S ET PERSONNES EXILÉES DANS LE NORD DE LA FRANCE

CHRONOLOGIE DE LA SITUATION DES DROITS FONDAMENTAUX DANS LA RÉGION



REFUGEE RIGHTS EUROPE

avec la collaboration d':

Help Refugees

CHOOSE LOVE

HRO

ÉCRIT PAR

Camille Boittiaux
Fee Mira Gerlach
Marta Welander

CHERCHEUR.EUSE.S

Fee Mira Gerlach
Lizzie Hobbs
Lauren Ng
Phoebe Ramsay

ÉDITEUR.RICE.S

Alix Dazin
Helena Eynon
Josh Hallam
Ruth Moore
Jack Steadman

CONCEPTION GRAPHIQUE

Pippa Stanton
Me And You Create
www.meandyoucreate.com
hello@meandyoucreate.com

CRÉDITS PHOTOS

Voir page 41

NOUS REMERCIONS PARTICULIÈREMENT :

Help Refugees, Human Rights Observers, L'Auberge des Migrants, Médecins Sans Frontières (MSF), Refugee Youth Service, Refugee Info Bus, Refugee Community Kitchen, Refugee Women's Centre, Mobile Refugee Support, Utopia 56, Art Refuge UK, The School Bus Project, Secours Catholique et toutes les autres associations qui se battent sans relâche pour soutenir et faire respecter les droits des personnes exilées sur le littoral. Vos données et votre connaissance du terrain sont essentielles au travail de plaidoyer mené par Refugee Rights Europe, et nous sommes reconnaissant.e.s de votre indéfectible engagement à faire respecter et à promouvoir les droits de l'homme pour tou.te.s.

Merci également aux membres de l'équipe, aux bénévoles, aux conseillers et au conseil d'administration de Refugee Rights Europe pour leur soutien continu.

Un grand merci également à Josie Naughton, Jack Steadman, Tom Steadman, Annie Gavrilescu, Alix Dazin, Josh Hallam, Ruth Moore et aux membres de l'association Human Rights Observers pour leurs commentaires, modifications et soutien, et à Nahzley Anvarian et Samer Mustafa pour leurs contributions.

Et surtout, nous remercions les personnes exilées qui ont participé à notre recherche sur le terrain. Nous continuerons à travailler sans relâche pour assurer à tou.te.s un avenir sûr et digne.



Crédit photo 1

N'hésitez pas à nous écrire si vous souhaitez contribuer à ce rapport, en nous contactant à l'adresse suivante : info@refugee-rights.eu

SOMMAIRE

INTRODUCTION 4

PREMIÈRE PHASE
LE CAMP DE SANGATTE, UNE VOIE SANS ISSUE
1991-2002 6

DEUXIÈME PHASE
CAMPEMENTS, SQUATS ET EXPULSIONS
2003 - 2014 9

TROISIÈME PHASE
LA « JUNGLE » DE CALAIS
2015 - 2016 14

QUATRIÈME PHASE
DÉMANTÈLEMENTS, VIOLENCE ET DISSIMULATION
NOVEMBRE 2016 - DÉCEMBRE 2016 22

PHASE ACTUELLE
SÉCURISATION ET MULTIPLICATION DES OPÉRATIONS D'EXPULSIONS
JANVIER 2019 - MAINTENANT 30

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 38

INTRODUCTION

En avril 2020, face à l'épidémie de Covid-19 en Europe et aux défis sans précédents auxquels il faut faire face, Refugee Rights Europe, en partenariat avec Help Refugees et Human Rights Observers, a décidé de mettre à jour ce rapport publié pour la première fois deux ans après le démantèlement de la « jungle » de Calais, en 2018.

Ce rapport donne un aperçu de l'état d'extrême dénuement dans laquelle se trouve les personnes exilées et de la situation dramatique des droits humains dans le nord de la France, exacerbés par l'épidémie actuelle de Covid-19.

Ce rapport s'appuie sur des faits d'actualités et des publications universitaires, mais surtout sur les rapports de terrain produit par Help Refugees, Human Rights Observers et d'autres organisations opérant auprès des exilé.e.s à Calais et à Grande-Synthe, ainsi que plusieurs rapports de recherches publiés par Refugee Rights Europe entre 2016 et 2018.

Quelques remarques et recommandations sont formulées à la fin de ce rapport, qui, si elles étaient mises en œuvre, pourraient faire évoluer la politique de « lutte contre les points de fixation » mise en œuvre par l'Etat dans la région, caractérisée aujourd'hui par la violence des expulsions à répétition, la non-communication avec les acteurs associatifs et le non-respect des droits fondamentaux. Nous pensons qu'une réalité différente peut et doit être possible.





Crédit photo 6

PREMIÈRE PHASE

LE CAMP DE SANGATTE, UNE VOIE SANS ISSUE 1991 – 2002

NOV 1991

Un protocole est signé entre le Royaume-Uni et la France concernant les contrôles frontaliers et la police, la coopération judiciaire en matière pénale, la sécurité civile et l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe transmanche (également appelé protocole Sangatte). Il prévoit la mise en place de contrôles frontaliers par la France (au terminal de l'Eurotunnel Folkestone à Cheriton) et par le Royaume-Uni (au terminal de l'Eurotunnel à Coquelles).

MAI 1993

Un accord tripartite est signé entre la Belgique, la France et le Royaume-Uni. Il permet aux officiers belges d'effectuer des contrôles d'immigration avant l'embarquement à la gare de Londres Waterloo, et aux autorités britanniques d'effectuer des contrôles d'immigration avant l'embarquement à la gare de Bruxelles Midi pour les passagers voyageant sur les services de train Eurostar directs entre Londres et Bruxelles.

MAI 1994

Ouverture du tunnel sous la Manche reliant Folkestone au Royaume-Uni et Coquelles dans le Pas-de-Calais en France.

MAR 1995

Création de l'espace Schengen, permettant aux personnes de voyager librement entre sept pays européens, sans aucun contrôle aux frontières. Une dérogation est octroyée au Royaume-Uni.

1998 - 1999

Le nombre de personnes exilées dormant dans les rues de Calais et ses environs, avec l'espoir de rejoindre le Royaume-Uni via l'Eurotunnel et le port de Calais, augmente progressivement. [1]



Crédit photo 13

1999

Afin de faire face au nombre croissant de personnes exilées survivant dans la région, le gouvernement français demande à la Croix-Rouge française d'ouvrir un centre d'accueil dans un hangar à Sangatte, à 6 km de Calais[2]. Ce camp était initialement prévu pour accueillir 600 personnes.

2001

En Angleterre, Refugee Council signale que la situation dramatique des exilé.e.s à Calais demeurera aussi longtemps que les différences entre les systèmes français et britannique de demande d'asile existeront, et décrit le centre de Sangatte, déjà largement critiqué, comme le « symptôme plutôt que la cause ». [3]

JUIN 2001

Un protocole additionnel au protocole de Sangatte est signé entre la France et le Royaume-Uni, prévoyant la création de bureaux chargés du contrôle des personnes empruntant la liaison ferroviaire reliant la France et le Royaume-Uni.

OCT 2002

L'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après HCR) établit une présence permanente dans le centre de Sangatte, assurant des conseils et une assistance juridique individuelle.

1. Reinisch, p. 515
2. Reinisch, p. 515
3. https://www.refugeecouncil.org.uk/latest/news/754_the_situation_at_the_sangatte_camp_in_france

AUTOMNE 2002

Le HCR et la Croix Rouge estiment qu'il y a une population mouvante de plus de 3 000 personnes, avec en moyenne 1 700 personnes dans le camp de Sangatte. Ils estiment que plus de 80% sont originaires d'Irak, d'Afghanistan et du Soudan, et qu'il y a environ 100 nouveaux arrivants par jour. [4]

2002

De nouvelles mesures de sécurité sont mises en œuvre dans la région, comprenant la construction d'une double clôture, l'installation de caméras de vidéosurveillance et le déploiement de patrouilles policières supplémentaires. [5]

FIN DE L'ANNÉE 2002

Sous la pression du gouvernement britannique, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, annonce la fermeture du camp de Sangatte. Dans le cadre d'un « accord de répartition des charges », le Royaume-Uni accepte de prendre en charge environ 1 000 Kurdes irakiens et 200 Afghans, tandis que la France prendra en charge les 300 autres résidents du centre de Sangatte. [6]



Crédit photo 11

4. http://www.unhcr.org/3dafe36e5.html
5. Reinisch, p. 516
6. https://www.euronews.com/2016/10/24/purgatory-a-history-of-migrants-in-calais; Reinisch, p. 516



Crédit photo 14

DEUXIÈME PHASE

CAMPEMENTS, SQUATS ET EXPULSIONS 2003 – 2014

2003 Les personnes exilées sont de plus en plus nombreuses dans la région.



Crédit photo 14

FÉV 2003 Adoption du règlement Dublin II (EC No 343/2003), établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers.

FÉV 2003 Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, signe les accords du Touquet avec son homologue britannique du Home Office, David Blunkett, s'engageant alors à stopper l'immigration clandestine vers l'Angleterre via Calais.[7] Le traité du Touquet facilite les contrôles frontaliers dans les ports de la Manche et de la mer du Nord, mais crée surtout un cadre juridique afin qu'agents français et britanniques puissent effectuer des contrôles dans les deux pays indifféremment, via la création de « bureaux de contrôle nationaux juxtaposés ».[8]

MAR 2003 Création du centre de rétention administrative de Coquelles (CRA).

2003 Des squats et des abris de fortune, communément appelés « jungle », sont régulièrement installés puis démolis. Pendant cette période, des bénévoles fournissent des repas chauds et des vêtements. Cependant, la situation se détériore dans la région et les opinions s'affrontent : certain.e.s sont favorables à l'idée de fournir un hébergement et des soins de première nécessité pour les personnes exilées, alors que d'autres pensent que la France devrait dissuader les nouveaux arrivants en rendant les conditions de vie inhospitalières.[9]

OCT 2004 Un accord est signé entre la Belgique, la France et l'Angleterre, afin d'étendre les contrôles juxtaposés aux trains Eurostar reliant Londres et Bruxelles et qui font un arrêt à Lille.

DÉC 2006 Ouverture de la permanence d'accès aux soins de santé (PASS) à l'hôpital de Calais, dispositif de prise en charge médico-sociale pour les personnes en situation de précarité. La PASS assure un accès aux soins aux personnes démunies et ne bénéficiant pas de couverture maladie, et ce, quel que soit leur statut.

FIN DE L'ANNÉE 2006 Des centaines de personnes exilées vivent dans le camp du « Basroch », à Grande-Synthe.

2008 L'auberge des Migrants commence à intervenir à Calais auprès des exilé.e.s, en apportant aide matérielle et alimentaire, accompagnement et défense des droits.



Crédit photo 15

7. https://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-42723401
8. https://inews.co.uk/news/long-reads/le-touquet-treaty-affects-refugees-calais
9. Reinisch, p. 516

AVR 2009

Eric Besson alors ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, indique « qu'il est hors de question de laisser se recréer un centre comme celui qui existait à Sangatte. L'ouverture d'un tel centre appellerait l'arrivée d'un nombre plus grand encore de clandestins et de filières, et ne ferait qu'aggraver la situation humanitaire ». [10]



Crédit photo 11

AVR 2009

Eric Besson accepte qu'un bureau de recueil des demandes d'asile soit ouvert à la sous-préfecture de Calais (il sera opérationnel à partir de mai 2009).

2009

La « jungle », où résident près de 1000 personnes, est évacuée et des bulldozers détruisent les abris de fortunes. 278 personnes, dont 132 se déclarant mineur.e.s, sont interpellées[10].



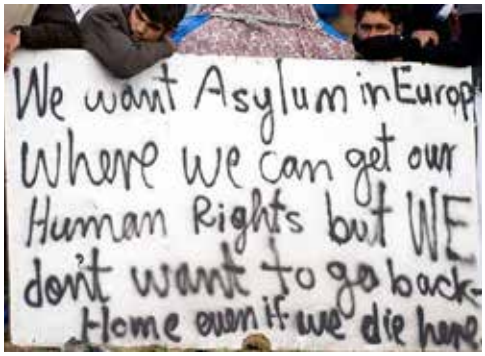
Crédit photo 14



Crédit photo 12

JUIN 2009

Plusieurs centaines de militant.e.s « No Border » venus de toute l'Europe installent un camp dans le quartier du Beau-Marais à Calais pour dénoncer le traitement réservé par les autorités aux personnes exilées.[12]



Crédit photo 9

JUI 2009

Calais Migrant Solidarity (CMS) commence à documenter et à dénoncer les violations des droits humains à Calais, soulignant les décès tragiques des personnes déplacées. Ils organisent régulièrement des manifestations et autres formes d'actions civiques.[13]

JUI 2009

Le HCR est présent à Calais pour informer et pour apporter des conseils à des centaines de personnes sur les systèmes et les procédures de demande d'asile en France et en Angleterre.

AVR 2011

Calais Migrant Solidarity diffuse des vidéos de violences policières via le média français Rue89 et publie par la suite un rapport intitulé « Rapport d'observation des violences policières à Calais depuis juin 2009 », détaillant 2 ans de brutalités et violences à la frontière.

JUI 2012

Transfert de responsabilité du HCR à l'association France Terre d'Asile (FTDA).

10. https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Archives/Les-archives-du-Cabinet-de-M.-Eric-Besson-2009-2010/Les-actualites-du-Cabinet-de-M.-Eric-Besson-2009-2010/Avril-2009/Discours-d-Eric-Besson-a-Calais-jeudi-23-avril
11. https://www.euronews.com/2016/10/24/purgatory-a-history-of-migrants-in-calais
12. https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13621025.2013.780731?journalCode=ccst20
13. https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com



Crédit photo 16



Crédit photo 16

SEP 2012

Création d'un dispositif d'accueil et de prise en charge des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s dans le département du Pas-de-Calais. L'accueil d'urgence des moins de quinze ans relève de la responsabilité de l'association La Vie active. S'agissant des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s de plus de quinze ans, l'hébergement d'urgence, l'évaluation et la prise en charge au long cours sont confiés à l'association France Terre d'asile (FTDA) qui a ouvert un centre d'accueil dédié à Saint-Omer.

DÉC 2013

Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, en visite à Calais, annonce la mise en service d'une compagnie permanente de CRS pourvue d'une soixantaine d'hommes à Calais. Le ministre a également annoncé qu'il allait demander une rencontre avec son homologue britannique Theresa May, afin de mieux coordonner les politiques d'immigration des deux côtés de la frontière, et a annoncé l'installation d'une maison des migrants qui ne serait pas « un nouveau Sangatte » [14].

2013

Le Règlement Dublin III entre en vigueur. Ce règlement actualisé inclut la possibilité pour les familles d'être réunies. Cela signifie que les réfugiés ont légalement le droit de rejoindre leur famille dans un autre pays.[15]



Crédit photo 10

FIN DE L'ANNÉE 2013

Il y a entre 300 et 400 personnes exilées à Calais.

AOÛ 2014

La maire de Calais, Natacha Bouchart, demande l'ouverture d'un « centre pour migrants » à Calais [16]. Quelques jours plus tard, le Préfet du Pas-de-Calais, Denis Robin, déclare plutôt être favorable à l'ouverture d'un accueil de jour [17].

SEP 2014

Lors d'une visite en Angleterre, le Ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve demande l'aide financière de l'Angleterre pour sécuriser le port de Calais. La Maire de Calais, Natacha Bouchart, menace de bloquer le port de la ville si les Britanniques ne faisaient pas « un geste fort » pour l'aider à répondre à la présence de centaines de « migrants » désireux de rallier l'Angleterre.[18]

Natacha Bouchart et Bernard Cazeneuve confirment leur accord sur l'ouverture prochaine d'un accueil de jour pour les exilé.e.s à Calais et d'un hébergement de nuit pour les femmes et les enfants. Cette décision se traduira plus tard par l'ouverture du centre « Jules Ferry » [19]

Le journal anglais The Telegraph signale qu'il y a plus de 1 500 personnes exilées à Calais. [20]

14. https://www.lavoixdunord.fr/art/region/creation-d-une-maison-des-migrants-compagnie-de-crs-a-ia33b0n1770093
15. https://openmigration.org/en/analyses/what-is-the-dublin-regulation/
16. https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/calais-la-maire-ump-veut-ouvrir-un-nouveau-centre-pour-migrants-7773830241
17. https://www.lavoixdunord.fr/art/region/calais-le-prefet-favorable-a-un-accueil-de-jour-ia33b48581n2350177
18. https://www.theguardian.com/uk-news/2014/sep/03/calais-mayor-threatens-block-port-uk-fails-help-migrants
19. https://www.theguardian.com/uk-news/2014/sep/03/calais-mayor-threatens-block-port-uk-fails-help-migrants
20. https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/france/11092376/Calais-migrants-becoming-more-violent-in-attempts-to-reach-Britain.html



Crédit photo 16



Crédit photo 16

OCT 2014

Le journal anglais The Guardian signale qu'il y a plus de 2 500 personnes exilées à Calais.[21]



Crédit photo 16

28 OCT 2014

La Maire de Calais, Natacha Bouchart, est auditionnée par la Commission des affaires intérieures en Angleterre. Elle y indique qu'une partie du problème migratoire à Calais est dû à « l'appel d'air qui est fait par les conditions d'accueil que le gouvernement britannique met en place pour les personnes qui arrivent sur le territoire » [22]

NOV 2014

Calais Migrant Solidarity publie un rapport détaillant la situation des droits humains à Calais, soulignant les niveaux élevés de violence et de précarité auxquels sont confrontées les personnes déplacées dans la région. Le rapport souligne que plusieurs besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits (le nombre de repas est limité à un par jour, le manque d'eau potable et les mauvaises conditions d'hygiène) et souligne l'absence d'hébergement décents, qui oblige alors les personnes à rester dans des camps de fortune, des squats ou à rester dans la rue. Le rapport suggère que la violence structurelle et physique à Calais entraîne un épuisement physique et psychologique des personnes exilées.[23]

DÉC 2014

Le directeur européen de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), Vincent Cochetel, décrit la situation Calaisienne comme honteuse et déclare que « les conditions sont totalement inacceptables et ne sont pas compatibles avec les valeurs qu'une société démocratique doit prôner » [24]

Les associations locales et le HCR rapportent qu'au moins 15 personnes, y compris des jeunes filles et des adolescent.e.s, sont mort.e.s en 2014 aux alentours du port de Calais.[25]



Crédit photo 16

21. https://www.theguardian.com/uk-news/2014/oct/28/calais-migrants-willing-to-die-britain-french-mayor-natacha-bouchart-uk-benefits-france
22. https://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/home-affairs-committee/news/141024-calais
23. https://calaismigrantsolidarity.files.wordpress.com/2015/08/synthc3a8se-calais-2-ans-aprc3a8s.pdf
24. https://www.theguardian.com/uk-news/2014/dec/23/15-migrants-trying-enter-uk-die-shameful-calais-conditions
25. https://www.theguardian.com/uk-news/2014/dec/23/15-migrants-trying-enter-uk-die-shameful-calais-conditions



Crédit photo 16

TROISIÈME PHASE

LA « JUNGLE » DE CALAIS 2015 – 2016

JAN 2015

L'Etat français ouvre un centre d'accueil de jour dans l'ancien centre aéré Jules Ferry, à Calais. Le centre, géré par La Vie Active, se compose initialement de trois grandes tentes, et permettra d'assurer dans quelques mois un hébergement pour les femmes et les enfants, ainsi qu'un accès aux besoins de premières nécessités : distribution alimentaire, accès à de l'eau potable, des douches et des toilettes, ainsi que des consultations médicales [26].

Human Rights Watch dénonce la violence à l'égard des personnes exilées à Calais, accusant la police de harcèlement et de violence à leur encontre [27].

FÉV 2015

Nils Muižnieks, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, dénonce à son tour l'existence de conditions de vie « déplorables » et la « persistance de cette situation depuis plusieurs années à Calais et dans sa région » [28].

MAR 2015

52 personnes (femmes et enfants) s'installent dans le centre Jules Ferry, géré par La Vie Active [29].

AVR 2015

Environ 1 200 personnes sont expulsées des squats et campements situés dans la ville de Calais et aux alentours et s'installent autour du centre Jules Ferry. Ce sera le site de la future « jungle » de Calais. [30]

JUIN 2015

Sylvia Pinel, ministre du Logement et Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, ont annoncé de nouveaux aménagements pour « gérer la situation migratoire à Calais ». Des points d'eaux, de l'éclairage, des sanitaires, des structures modulaires vont être mis en place dans la « new jungle », zone des Dunes [31]

JUI 2015

Le journal The Telegraph signale qu'il y a plus de 3 000 personnes à Calais. [32]

JUI 2015

La première école, appelée « l'école laïque du chemin des Dunes » est construite par des bénévoles et des résidents du camp. Il permet aux résidents du camp d'apprendre le français, l'anglais, l'histoire et la géographie.[33]

2 JUI 2015

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) publie une série de recommandations dans un avis sur la situation des personnes exilées à Calais et dans le Calaisis, après avoir reçu plusieurs alertes sur la situation. La délégation de la CNCDH a réalisé un déplacement à Calais en juin et a été « profondément choquée par les conditions inhumaines dans lesquelles les migrants tentent de survivre et par l'impasse dans laquelle se trouvent non seulement ces exilés mais aussi les autorités publiques confrontées à des problèmes d'une particulière complexité ».[34]



Crédit photo 7

AOÛ 2015

Le hashtag #HelpCalais devient viral. Un groupe d'amis collecte 50 000 £ en une semaine et s'associe à l'Auberge des Migrants pour étendre leurs actions à Calais. C'est le début de l'action menée par Help Refugees.

A Calais, une bibliothèque est construite dans la « jungle » par un enseignant britannique, et sera gérée par des bénévoles et des résident.e.s du camp.[35]

26. https://www.opendemocracy.net/5050/ch%C3%A9-ramsden/new-sangatte-rights-pushed-out-of-sight
27. https://www.hrw.org/fr/news/2015/01/20/france-les-migrants-et-les-demandeurs-dasile-victimes-de-violence-et-demunis
28. https://rm.coe.int/ref/CommDH(2015)1
29. http://www.lavoixdunord.fr/archive/recup/region/calais-les-femmes-et-les-enfants-migrants-arrivent-ce-ia33b48581n2731676
30. https://www.opendemocracy.net/5050/ch%C3%A9-ramsden/new-sangatte-rights-pushed-out-of-sight
31. http://www.lavoixdunord.fr/archive/recup/region/migrants-de-calais-bientot-des-points-d-eau-de-ia33b0n2891692
32. https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/immigration/11694134/Calais-crisis-Illegal-immigrants-shut-down-all-Channel-traffic.html
33. http://www.lavoixdunord.fr/archive/recup/region/calais-dans-leur-camp-des-migrants-construisent-leur-ecole-ia33b48581n2940853
34. https://www.cncdh.fr/sites/default/files/15.07.02_avis_migrants_calais_en_0.pdf)
35. https://www.theguardian.com/books/2015/aug/24/calais-migrant-camp-gets-makeshift-library-and-it-needs-more-books

FIN AOÛT 2015

Déclaration conjointe franco-britannique des Ministères de l'Intérieur français et britannique renforçant la coopération franco-britannique dans la gestion des flux migratoires à Calais: «Notre approche commune repose sur la sécurisation de la frontière, l'identification et la protection des personnes vulnérables, la garantie de l'accès à l'asile pour ceux qui en ont besoin, ainsi que la plus grande fermeté à l'égard de ceux qui n'ont pas le droit d'être ici ou qui enfreignent la loi » [36].

Au même moment, Manuel Valls, alors premier ministre, annonce la création d'un « camp de 1500 places » à côté du centre Jules Ferry, avec le soutien financier de l'Union Européenne. La Commission européenne a décidé d'allouer 5,2 millions d'euros d'aide d'urgence dans le cadre du fonds Asile, Migration et Intégration (AMIF) pour la mise en place d'un campement pouvant offrir une assistance humanitaire à près de 1500 personnes exilées résidant à Calais autour du centre d'accueil de jour « Jules Ferry » et à soutenir le transport des demandeurs d'asile de Calais vers d'autres destinations sur le territoire français. Cette aide financière s'ajoute aux 266 millions d'euros accordés pour la période 2014-2020 pour le financement d'actions à long terme dans le domaine de l'asile, de la migration et de l'intégration et aux 3,8 millions € d'aide d'urgence déjà alloués en 2014 pour co-financer la mise en place de l'accueil de jour « Jules Ferry » à Calais. [37]

SEP 2015

Expulsion des petits squats et campements dans la région, poussant les personnes à s'installer dans la « jungle ».

Help Refugees et l'Auberge des Migrants commencent leur programme de construction et construisent plus de 1 500 abris en 6 mois.



Crédit photo 8

OCT 2015

Le Défenseur des droits publie un rapport accablant sur la situation des droits fondamentaux des exilé.e.s vivant dans le bidonville de Calais.[38]

AUTOMNE 2015

Les responsables communautaires commencent à travailler ensemble pour assurer des relations pacifiques entre les résident.e.s du camp, les autorités locales et les bénévoles.

NOV 2015

Le premier point de distribution fixe est mis en place afin de distribuer les dons venant de l'entrepôt de l'Auberge des Migrants et de Help Refugees. Auparavant, les distributions étaient effectuées uniquement en van.

FIN NOV 2015

Le Conseil d'Etat a estimé que les conditions de vie des personnes exilées à Calais étaient bien de nature à les exposer à des traitements inhumains ou dégradants. Il ordonne l'Etat français et la commune à mettre en place des points d'eau, des toilettes et des dispositifs de collecte des ordures supplémentaires, de procéder à un nettoyage du site, et de créer des accès pour les services d'urgence. Il ordonne également à l'État de procéder au recensement des mineurs isolés en situation de détresse et de se rapprocher du département du Pas-de-Calais en vue de leur placement [39].

2015 - 2016

Un large éventail d'organisations et d'initiatives émergent afin de combler les lacunes dans la prise en charge de l'Etat, comme par exemple Calaid, Calais Action, Care4Calais, Refugee Youth Service, Refugee Info Bus, Refugee Community Kitchen, Refugee Women's Centre, The Hummingbird Project, Art Refuge UK, The Worldwide Tribe et School Bus Project. Ces associations rejoignent les quelques associations nationales (Médecins Sans Frontières, Médecins du Monde, ACTED et Secours Catholique) et les associations locales (l'Auberge des Migrants, Salam) opérant déjà dans la région. Good Chance Theatre installe une salle de théâtre. London2Calais envoie régulièrement des convois d'aide et de soutien à Calais, Jungle Canopee et Calais Builds apportent des caravanes et construisent des abris, et Phone Credits for Refugees and Displaced People collectent des dons afin de financer des crédits de téléphone.



Crédit photo 5

36. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/455162/Joint_declaration_20_August_2015.pdf
37. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_15_5555; https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2015/08/31/01016-20150831ARTFIG00226-calais-valls-en-appelle-a-l-europe.php
38. https://defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/rapport_calais_2015.pdf
39. https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000031938075&fastReqId=639341463&fastPos=1

NOV - DÉC 2015

Les personnes sont expulsées de leurs abris de fortunes afin de « faire de la place » au nouveau camp composé de containers à côté du centre Jules Ferry, géré par l'Etat. La salle de théâtre installée par Good Chance Theatre est déplacée.



Crédit photo 5

JAN 2016

Les bulldozers dégagent une bande de 100 mètres de large à côté de l'autoroute qui longe la « jungle », par mesure de sécurité. Les bénévoles et les résident.e.s du camp parviennent à éloigner la plupart des abris de la zone avant la démolition.[40]

Jeremy Corbyn est en déplacement à Calais et à Dunkerque. [41]

Les autorités installent 125 containers afin d'y héberger 1 500 personnes, à côté du centre Jules Ferry. Les containers sont composés de lits superposés, radiateurs, fenêtres, toilettes et douches. De nombreux résident.e.s refusent cependant de s'y installer, se méfiant du dispositif d'accès et de surveillance via la lecture des empreintes.[42]



Crédit photo 5

FIN JAN 2016

Environ 3 000 personnes exilées vivent dans le camp du « Basroch » à Grande-Synthe.

FÉV 2016

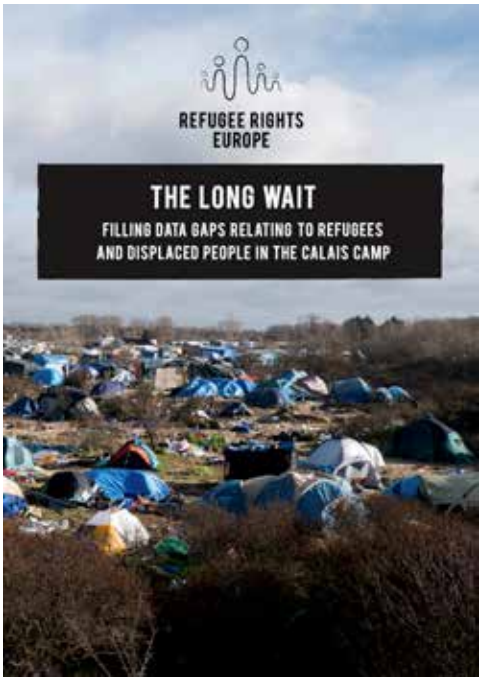
Le HCR est particulièrement préoccupé par les conditions de vie des personnes exilées à Calais et Dunkerque.[43]

12 FÉV 2016

La préfecture de Calais annonce vouloir évacuer la zone sud de la « jungle », « ce qui causerait le départ de 800 à 1 000 personnes ». Les associations signalent qu'en réalité il y a environ 3 000 personnes installées dans cette zone, dont 400 enfants (dont 300 sont des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s).[44] Elles soulignent également que cette évacuation affectera également 3 mosquées, une église orthodoxe, 3 écoles, une bibliothèque et un théâtre, ainsi que des points de distributions alimentaires.[45]

FÉV 2016

Pour la première fois, un recensement des personnes est effectué par l'association Help Refugees : il y a au total 5 497 résident.e.s, dont 182 familles, 205 femmes et 651 enfants (dont 423 sont des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s). Le recensement n'inclut pas les personnes hébergées dans les dispositifs étatiques (le centre Jules Ferry et les containers) où il y aurait environ 1 500 personnes.[46]



40. https://www.dw.com/en/french-authorities-try-to-create-buffer-zone-at-calais-refugee-camp/a-18986588
41. https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/immigration/12117419/Mud-sweat-and-tears-as-Jeremy-Corbyn-visits-migrant-camp-in-northern-France.html
42. https://www.reuters.com/article/us-europe-migrants-calais-idUSKCN0UP23R20160111
43. http://www.unhcr.org/uk/news/latest/2016/2/56b4ac916/unhcr-concerned-conditions-calais-dunkerque.html
44. https://helprefugees.org/news/calais-statement-our-concerns
45. https://helprefugees.org/news/help-refugees-statement-on-calais-eviction
46. https://helprefugees.org/news/calais-camp-total-number-of-residents-revealed-for-the-first-time-423-unaccompanied-minors

Refugee Rights Europe (dont le nom initial était Refugee Rights Data Project) mène une enquête dans la « jungle » de Calais, puis publie un rapport intitulé « The Long Wait ». Un peu plus tard, un autre rapport est publié concernant spécifiquement la situation des femmes, intitulé « Unsafe Borderlands ». Ces rapports soulignent les nombreuses violations des droits humains auxquelles sont confronté.e.s les résident.e.s du camp, comme le manque d'accès à une information fiable, à l'éducation, la violence policière et citoyenne, le manque d'accès à un logement décent, à des installations sanitaires, à de la nourriture ou à des soins médicaux.

Les groupes ayant des besoins spécifiques, comme les enfants, les personnes handicapées, les personnes LGBTQ+, les personnes âgées ou les femmes, sont confrontées à des conditions de vie particulièrement difficiles dans le camp.

Parmi les enfants ayant répondu à l'enquête, dont la majorité sont des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s, 61,1% indiquent « ne jamais se sentir en sécurité ». Les raisons qui expliquent ce résultat rejoignent celles des adultes : la crainte des violences policières, de la violence citoyenne, des altercations entre résident.e.s du camp, des problèmes de santé, et la peur qu'un jour le camp soit démoli. Fait alarmant : le nombre d'enfant rapportant avoir été victime de violences policières (89,6%) est significativement plus élevé que celui des adultes (73,7%). Enfin, 73% des femmes indiquent ne pas se sentir en sécurité dans le camp, rapportant des cas de harcèlement, de menaces et de violence d'une fréquence alarmante.

Cette étude révèle que les femmes craignent tout particulièrement d'être victime d'exploitation sexuelle, en particulier par les passeurs. Compte tenu de ces risques, il est particulièrement préoccupant que la majorité des femmes ne puissent pas par exemple fermer à clé leur abri afin d'y être en sécurité la nuit. Une autre préoccupation majeure est l'absence de service de santé reproductive, droit fondamental pour toutes les femmes et filles du camp.



Crédit photo 6

Le tribunal administratif de Lille autorise l'évacuation de la zone sud de la « jungle » de Calais que contestaient en référé des associations et des résident.e.s. Le tribunal exclut toute action brutale en rappelant que « l'Etat s'est engagé (...) à une éviction progressive ». Ensuite, il interdit de raser une longue liste de lieux de vie « soigneusement aménagés et répondant à un besoin réel », comme « les lieux de cultes, une école, une bibliothèque, un abri réservé à l'accueil des femmes et enfants, un espace consacré aux mineurs... » .[47]

2 MAR 2016

12 résident.e.s de nationalité iranienne commence une grève de la faim. 9 d'entre eux se sont fait coudre les lèvres en signe de désespoir. [48]

MAR 2016

La zone sud de la « jungle » est évacuée.

7 MAR 2016

Ouverture du camp de La Linière dans la région de Dunkerque, construit par Médecins Sans Frontières (MSF), permettant d'héberger les quelques 1 500 personnes exilées vivant dans des conditions déplorables dans le camp du « Basroch ». Le camp de la Linière est géré par l'association Utopia56, mandatée par la mairie de Grande-Synthe.

MAR 2016

Trois mineur.e.s non accompagné.e.s, livré.e.s à eux-mêmes depuis le début dans la « jungle » de Calais, ont pu rejoindre légalement et en toute sécurité leurs familles grâce aux dispositions du Règlement européen « Dublin III » .[49] Bien que le traité ait été introduit en 2003, ces trois enfants sont les premiers à être transféré.e.s légalement de la France vers l'Angleterre.[50] 150 enfants souhaitant également rejoindre un membre de leur famille en Angleterre sont identifié.e.s.[51]



Crédit photo 6

47. https://www.bbc.co.uk/news/world-europe-35663225
48. https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/page/3/?s=calais
49. https://helprefugees.org/news/first-children-arrive-in-uk-from-calais-jungle-through-safe-passage-legal-route
50. https://helprefugees.org/news/first-children-arrive-in-uk-from-calais-jungle-through-safe-passage-legal-route
51. https://helprefugees.org/news/first-children-arrive-in-uk-from-calais-jungle-through-safe-passage-legal-route

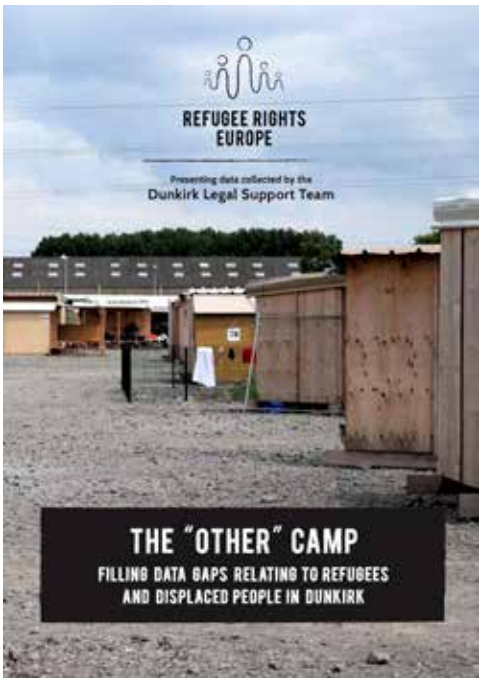
AVR 2016

Un nouveau recensement, réalisé par l'association Help Refugees, alerte sur la disparition de 129 mineur.e.s non accompagné.e.s depuis l'expulsion de la zone sud de la « jungle » de Calais, déplorant l'absence d'évaluation, de suivi, ou encore de mesures de surveillance et de sauvegarde pendant le démantèlement par les autorités françaises. D'après les chiffres de l'association, 4 946 personnes vivraient encore dans le bidonville de Calais : 514 enfants, dont 294 non accompagné.e.s. La moyenne d'âge de ces enfants est de 14 ans.[52]

MAI 2016

Refugee Rights Europe et Dunkirk Legal Support Team publient un rapport concernant la situation dans le camp de la Linière, intitulé « The Other Camp ». Bien qu'il y ait un nombre plus faible de résident.e.s du camp de la Linière indiquant avoir été victimes de faits de violences policières (42,3%) que les résident.e.s de la « jungle » de Calais (75,9%), ces chiffres indiquent néanmoins une présence endémique similaire de cette forme de violence contre les réfugié.e.s et les personnes déplacées dans la région. Dans les deux camps, il y a une absence alarmante d'informations sur l'asile (74,3% des personnes exilées survivant à Calais déclarant n'avoir pas accès à ces informations contre 54,4% des personnes exilées survivant dans le camp de la Linière).

Le rapport prévient que toute fermeture du camp de la Linière par les autorités, sans proposition de solutions alternatives durables, ne fera qu'empirer la situation des femmes, hommes et enfants déplacé.e.s qui y survivent.[53]

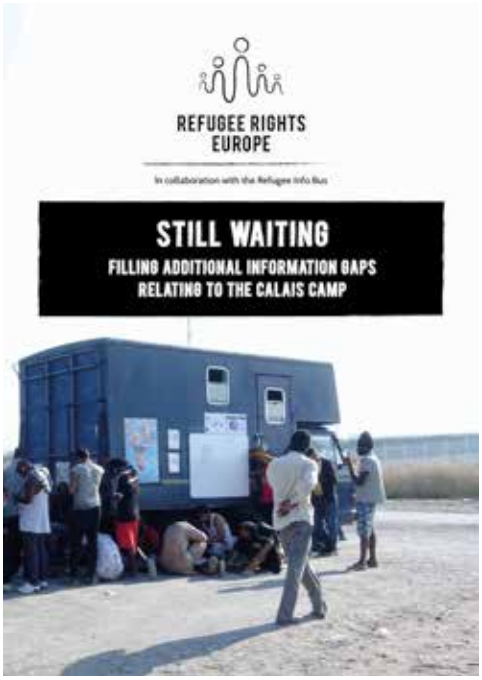


JUI 2016

Médecins Sans Frontières (MSF) dénonce la décision de la sous-préfecture de Dunkerque de ne plus accueillir de nouveaux arrivant.e.s au camp de la Linière.[54]



Crédit photo 3



JUI - AOÛ 2016

Refugee Rights Europe, en collaboration avec Refugee Info Bus, publie un rapport intitulé « Still Waiting ». Le rapport souligne que malgré les actions menées par les associations dans la « jungle » de Calais, des milliers de personnes exilées n'ont pas accès à l'information concernant leurs droits, la procédure de demande d'asile, ou encore les différentes possibilités de régularisation en France. Cette non-information porte particulièrement préjudice au grand nombre de mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s présent.e.s sur la territoire, dont la majorité pourraient être transféré.e.s légalement en Angleterre mais n'ont pas accès aux informations ou aux structures permettant de les accompagner dans ces démarches.

52. https://helprefugees.org/news/calais-breaking-news-129-unaccompanied-minors-unaccounted-for-since-demolition
53. http://refugeerights.org.uk/wp-content/uploads/2018/08/RRE_TheOtherCamp.pdf
54. https://www.msf.org/france-msf-denounces-decision-condemning-dunkirk-refugee-camp-probable-closure

Le rapport constate également que de nombreuses personnes, y compris des mineur.e.s, vivent dans des conditions déplorables depuis plus d'un an, et avertit que même si la « jungle » est démantelée et ses résident.e.s expulsé.e.s, il est fort probable qu'une grande partie d'entre eux demeurent dans la région dans l'espoir de rejoindre l'Angleterre.

AOÛ 2016

Un nouveau recensement est effectué par Help Refugees et l'Auberge des Migrants : il y aurait 9 106 personnes dans le camp, y compris 865 enfants, dont 78% sont des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s.[55]



Crédit photo 5

SEP 2016

Le Président de la République François Hollande déclare que le reste de la « jungle » sera démantelée d'ici la fin de l'année.[56]

Un mur commence à être construit à Calais, financé par le Royaume-Uni, dont le coût est estimé à 2,3 millions de livres. Ce mur, d'une hauteur de 4 mètres, s'étendra sur 1km, des deux côtés de la route principale menant au port de Calais.[57]



Crédit photo 7

Help Refugees et l'Auberge des Migrants réalisent un nouveau recensement, révélant que plus de 10 000 personnes vivent actuellement dans le camp de Calais. Ce recensement révèle également que le nombre de mineur.e.s a augmenté de 51% - ils seraient à présent 1 179 mineur.e.s dont 87% sont des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s. 52% des personnes interrogées indiquent avoir des difficultés pour obtenir une place dans les centres d'hébergements étatiques, certains attendant depuis plus de 8 mois qu'une place se libère.[58]



Crédit photo 3



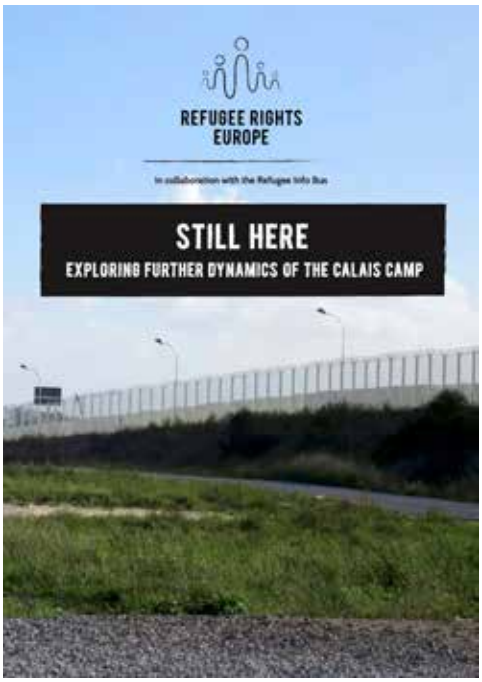
Crédit photo 5

SEP - OCT 2016

Refugee Rights Europe mène une autre étude en collaboration avec Refugee Info Bus, mettant en lumière les dynamiques complexes en jeu dans le camp de Calais, où des milliers d'exilé.e.s continuent de vivre dans des conditions sordides et inhumaines. Le rapport, intitulé « Still Here », révèle que de nombreux résidents vivent dans le camp depuis un an ou plus - dont environ un cinquième de tous les mineur.e.s interrogé.e.s - malgré un environnement malsain et l'absence chronique de dispositifs et de services de base.

55. https://helprefugees.org/news/latest-calais-census
56. https://www.bbc.co.uk/news/world-europe-37469013
57. https://www.bbc.co.uk/news/uk-37421525
58. https://www.ibtimes.co.uk/10000-people-now-live-calais-jungle-migrant-camp-1582103

Il y est également déclaré que la majorité des personnes interrogées indiquent qu'elles resteront dans la région – « à la rue » – si le camp est évacué. Si le camp est évacué et que l'Etat ne propose pas de solutions alternatives et durables, les conséquences seront terribles pour les personnes exilées comme pour la communauté locale environnante.



OCT 2016

Médecins Sans Frontières dénonce la fermeture annoncée du camp de la Linière, mettant en garde « qu'à l'approche de l'hiver, précipiter les démantèlements dans les Hauts de France exposerait des milliers de migrants à l'errance et à des violences ».[59]

Des associations ainsi que des universitaires estiment qu'il y a entre 8 000 et 10 000 personnes vivant dans le camp de Calais. Help Refugees estime qu'il y a 8 143 personnes.



Crédit photo 6

24 OCT 2016

La « jungle » de Calais est évacuée. Environ 6 000 personnes exilées ont été orientées vers des centres d'accueil et d'orientation (CAO). Certain.e.s ont quitté la « jungle » et se sont réinstallé.e.s dans des campements de fortune dans la région. Beaucoup sont partis vers Paris, Caen, Rouen ou Bruxelles, s'installant dans des tentes, dans la rue, sous des ponts ou se cachant dans des parcs ou des gares.

Pendant l'évacuation de la « jungle », plus de 1 500 mineur.e.s non accompagné.e.s ont été orienté.e.s provisoirement dans les containers situé dans la « jungle », en attendant d'être transféré.e.s vers des centres d'accueil et d'orientation dédiés (CAOMIE). Il n'y a pas d'eau courante et il n'y a aucune mesure de protection et de sauvegarde mises en place par les autorités. L'association Refugee Youth Service, ainsi que d'autres organisations, déplorent le manque total de mesures de protection pendant l'évacuation: « ces enfants faisaient face à des dangers quotidiens, causés notamment par des conditions d'hygiène désastreuses, l'insécurité alimentaire, un accès limité aux soins médicaux, l'absence d'information juridiques, et étaient exposés à des risques d'exploitation et abus sexuels, à la traite des êtres humains et aux violences policières ».[60] Les dispositifs spécifiques d'accès à la demande d'asile (maraudes, missions foraines de l'OFPRA, départs en bus vers les CAO) sont supprimés.



Crédit photo 6



Crédit photo 6

OCT 2016

Refugee Youth Service indique qu'un tiers des 179 enfants recensés en Octobre ont disparu depuis le démantèlement de la « jungle » de Calais [61].

59. https://www.msf.org/france-msf-denounces-decision-condemning-dunkirk-refugee-camp-probable-closure
60. https://www.refugeeyouthservice.net/single-post/2017/10/24/On-This-Day-Unaccompanied-Children-in-Calais
61. https://helprefugees.org/news/third-children-missing-jungle-closure



Crédit photo 2

QUATRIÈME PHASE

DÉMANTÈLEMENTS, VIOLENCE ET DISSIMULATION NOVEMBRE 2016 – DÉCEMBRE 2018

NOV 2016

Un rapport de Help Refugees, détaillant la situation des mineur.e.s non accompagné.e.s dispersé.e.s dans les Centres d'Accueil et d'Orientation pour Mineurs Isolés Étrangers (CAOMIE) après l'évacuation du camp de Calais, constate l'absence de mécanismes de soutien psychologiques et juridiques, voire une désinformation des mineur.e.s et du personnel des CAOMIE concernant les transferts vers l'Angleterre. Ces lacunes contribuent à exacerber la détresse psychologique de ces mineur.e.s et les poussent à vouloir quitter leur hébergement.[62]

DÉC 2016

Le Défenseur des droits publie un rapport d'observation sur les démantèlements des camps de Calais et de Stalingrad à Paris. Manque d'anticipation, de coordination, maintien des mineur.e.s isolé.e.s hors de la protection de l'enfance, etc. Le Défenseur des droits dénonce une logique de contrôle des flux migratoires primant sur des considérations liées au respect des droits fondamentaux.[63]

HIVER 2016 - 2017

Les personnes exilées reviennent et s'installent dans des campements informels à Calais. Help Refugees indique que depuis mi-janvier, le nombre de personnes exilées a augmenté de manière exponentielle à Calais, avec entre 500 à 1000 personnes, dont la plupart sont des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s.[64]



Crédit photo 1

FÉV 2017

Amber Rudd, ministre de l'Intérieur britannique, annonce la fin du dispositif de relocalisation « Dubs » alors que seuls 350 enfants ont pu être transféré en Angleterre via cette procédure.[65]

L'association Dunkirk Legal Support Team, représentée par le cabinet d'avocat londonien Bindmans, assigne en justice le Home Office, l'accusant « d'avoir agi de manière injuste et irrationnelle en choisissant de ne transférer que des mineur.e.s venant de la « jungle » de Calais, démantelée en Octobre dernier, et en ignorant ainsi les mineur.e.s présent.e.s dans le camp de Dunkerque » [66]

Plus de 1 000 personnes exilées, dont 200 enfants, dorment dans la rue ou dans les bois autour de Calais et Dunkerque. Seules quelques personnes obtiennent une place dans un hébergement.[67]

MAR 2017

La maire de Calais, Natacha Bouchart, a signé deux arrêtés municipaux visant à interdire la distribution de nourriture aux personnes exilées. Le tribunal administratif a suspendu ces arrêtés considérant que la mairie portait « une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté d'aller et venir », et faisait obstacle « à la satisfaction par les migrants de besoins élémentaires vitaux ».[68]



Crédit photo 5

62. https://helprefugees.org/news/life-childrren-calais-jungle-post-eviction-uncertain-future
63. https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/rapp-demantelement-v6.pdf
64. https://helprefugees.org/news/refugees-heading-back-calais-need-help
65. https://www.theguardian.com/world/2017/feb/12/dunkirk-child-refugees-risk-sexual-violence?CMP=twt_gu
66. https://www.theguardian.com/world/2017/feb/12/dunkirk-child-refugees-risk-sexual-violence?CMP=twt_gu
67. https://helprefugees.org/news/emergency-accommodation-failing-vulnerable
68. https://helprefugees.org/news/tribunal-lille-suspended-inhumane-ban-distributing-food-refugees-deeming-illegal

AVR 2017

Refugee Rights Europe mène une étude aboutissant à la publication du rapport intitulé « Six Months On », faisant état de la situation après l'évacuation de la « jungle » de Calais. D'après les résultats de cette étude, six mois après la situation est toujours la même, les conditions de vie se sont rapidement détériorées et les droits fondamentaux ne sont toujours pas respectés. Le rapport souligne en particulier l'ampleur des échecs en matière de protection de l'enfance dans la région de Calais, la majorité des enfants étant des mineur.e.s non accompagné.e.s, exposé.e.s à des faits de violence policière (tels que l'utilisation abusive de gaz lacrymogène, ou des passages à tabac), laissé.e.s sans aucun accès à une information juridique fiable et complète, sans aucun suivi ou accompagnement.

Un incendie se déclare dans le camp de la Linière à Grande-Synthe, qui abrite quelques 1 700 personnes, détruisant environ 80% des cabanons construits sur le camp[69]. Les personnes sont orientées vers les CAO et CAES de la région, mais environ 150 personnes partent se cacher dans les bois du Puythouck.

MAI 2017

Il y a environ 250 exilé.e.s sur la commune de Grande-Synthe, éparpillé.e.s dans les bois du Puythouck ou sur l'ancien site de la Linière. Le maire de Grande-Synthe, Damien Carême, déclare qu'il n'y aura plus de camp humanitaire sur sa commune, plus de point d'eau ou de dispositif sanitaire, pour ne pas créer de « point de fixation » dans la région.

JUIN 2017

A Calais, des associations ont saisi le juge des référés du tribunal administratif d'un référé liberté en lui demandant d'ordonner plusieurs mesures de sauvegarde afin de faire cesser les atteintes graves et manifestement illégales aux libertés fondamentales des centaines de personnes exilées survivant sur la commune. Le tribunal administratif a enjoint au préfet du Pas-de-Calais de mettre en place des maraudes quotidiennes à destination des mineur.e.s non accompagné.e.s, de crérer plusieurs points d'eau, ainsi que des toilettes et un dispositif d'accès à des douches, et enfin d'organiser des départs en bus vers les CAO. [70]

12 JUIN 2017

Le Défenseur des Droits, Jacques Toubon, dénonce une nouvelle fois les conditions de vie inhumaines que subissent les exilé.e.s à Calais, lors d'une visite sur place. Il demande que soit mis un terme aux atteintes aux droits fondamentaux les plus élémentaires dont sont victimes les exilé.e.s, notamment les mineur.e.s, et qui demeurent à ce jour sans précédent. [71]

JUI 2017

Human Trafficking Fondation publie une enquête indépendante sur la situation des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s dans le Nord de la France ainsi que dans d'autres territoires européens. Il est constaté que la violence policière a engendré une méfiance généralisée à l'égard des autorités, renforçant leur vulnérabilité et accroissant les risques d'exploitation.[72]

Le Conseil d'Etat rejette l'appel du ministère de l'Intérieur et de la commune et juge que « les conditions de vie des migrants révèlent une carence des autorités publiques, qui est de nature à exposer les personnes concernées à des traitements inhumains ou dégradants et qui porte donc une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale ». Il enjoint les autorités à installer des points d'eau, des toilettes, un dispositif d'accès à des douches, des maraudes pour les mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s, ainsi que des départs en bus vers les CAO.[73]



Crédit photo 1

FIN JUI 2017

Human Rights Watch publie un rapport documentant les abus commis par les forces de l'ordre à l'encontre des personnes exilées et leurs agissements visant à perturber l'aide humanitaire et à harceler les personnes qui la délivrent.[74]

AOÛ 2017

Help Refugees et l'Auberge des Migrants publient une enquête témoignant des conditions de vie très précaires des exilé.e.s à Calais: ainsi, la majorité dorment environ 3 heures et demi par nuit, et 76% d'entre eux ont dénoncé une confiscation de leurs couvertures par la police ou des agents de nettoyage au cours des sept jours précédents.

69. https://www.newstatesman.com/politics/uk/2017/04/refugees-dunkirk-camp-fire-all-my-documents-burned-flames
70. http://lille.tribunal-administratif.fr/content/download/104162/1042470/version/1/file/1705379.pdf
71. https://defenseurdesdroits.fr/node/23868
72. https://www.infomie.net/IMG/pdf/htf_separated_unaccompanied_minors_report_hi-res_.pdf
73. https://helprefugees.org/news/calais-court-case-ngos-supreme-court-31-07-2017/
74. https://www.hrw.org/report/2017/07/26/living-hell/police-abuses-against-child-and-adult-migrants-calais

FIN AOÛ 2017

Il y a environ 400 personnes déplacées survivant sur la commune de Grande-Synthe. Des évacuations sont menées 2 à 3 fois par semaine.

SEP 2017

L'association Refugee Women's Centre rapporte que les expulsions se sont intensifiées (en fréquence et violence) et que la police menace d'arrêter quiconque tente de rester sur les sites évacués.[75]

19 SEP 2017

Environ 600 personnes sont expulsées à Grande-Synthe. 3 jours après, presque 400 personnes sont de retour sur le site du Puythouck.[76]

OCT 2017

Refugee Rights Europe mène une enquête aboutissant à la publication du rapport « Twelve Months On », dressant un état des lieux un an après le démantèlement de la « jungle » de Calais. Les résultats sont accablants : la situation sur place n'est pas résolue, et, à bien des égards, s'est encore détériorée. Les violences policières se sont intensifiées, détériorant ainsi la vision qu'ont les exilé.e.s du rôle et des actions de la police, et la communication est rompue. Les résultats suggèrent que peu, sinon rien, n'a été fait pour remédier à la situation de plusieurs centaines d'enfants vivant dans la région. L'absence de structures d'information et de soutien pour les personnes déplacées demeure.

Refugee Youth Service declare que « les enfants sont confrontés à de mauvaises conditions sanitaires, à l'insécurité alimentaire, à un accès insuffisant aux soins, à des conseils et à des informations juridiques, ainsi qu'à un risque accru d'exploitation et abus sexuels, à la traite des êtres humains et sont exposés à des violences policières quotidiennes ». [77]

A la suite d'une lettre de mission du ministre de l'Intérieur aux inspections générales de l'administration (IGA), de la police nationale (IGPN) et de la gendarmerie nationale (IGGN), il est procédé à une évaluation de l'action des forces de l'ordre à Calais et dans le Dunkerquois. Le rapport souligne « l'usage abusif de gaz lacrymogène » ainsi qu'un « usage disproportionné, parfois injustifié de la force » par la police de Calais et des alentours.[78]



Crédit photo 1

16 OCT 2017

Trois Rapporteurs Spéciaux des Nations Unies exhortent la France à mettre en œuvre des mesures à long terme afin de fournir de l'eau potable et des services d'assainissement aux exilé.e.s résidant à Calais et dans d'autres régions de la côte nord française[79].

FIN OCT 2017

Mise en place d'un accueil de jour à Grande-Synthe sous la forme d'un bus offrant thé/café et des informations par l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) et par l'association Adoma (association mandatée par l'Etat). L'association Afeji effectue des maraudes quotidiennement afin d'inciter les personnes à intégrer un hébergement.

NOV 2017

La Cour royale de justice britannique rejette la demande de Help Refugees dans l'affaire Dubs. Help Refugees annonce faire appel de cette décision.[80]

12 DÉC 2017

Face aux conditions météorologiques hivernales, le maire de Grande-Synthe, Damien Carême, ouvre un gymnase afin d'y accueillir une centaine de personnes. Environ 1 600 personnes y ont transité entre le mois de Décembre 2017 et le mois de Mai 2018. Le point d'eau installé au Puythouck est retiré.

FIN DÉC 2017

Le Secours Catholique ouvre un centre d'accueil de jour à Calais, avec un espace dédié pour les femmes.

JAN 2018

Theresa May annonce que l'Angleterre va prendre en charge plus d'enfants de Calais et que £ 44,5 millions seront dépensés pour sécuriser le port de Calais. [81]

75. Refugee Women Centre Facebook post, 21 September 2017
76. https://www.lacimade.org/puythouk-statu-quo-exiles-apres-levacuation-campement
77. https://www.refugeeyouthservice.net/single-post/2017/10/24/On-This-Day-Unaccompanied-Children-in-Calais
78. https://www.interieur.gouv.fr/Publications/Rapports-de-l-IGA/Rapports-recents/Evaluation-de-l-action-des-forces-de-l-ordre-a-Calais-et-dans-le-Dunkerquois
79. https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22240&LangID=F
80. Help Refugees Facebook page, 2 November 2017
81. https://www.independent.co.uk/news/world/europe/macron-may-talks-uk-france-visit-calais-refugees-help-stop-jungle-treatment-immigration-customs-a8166446.html

Lors d'un sommet franco-britannique à Sandhurst, Theresa May et Emmanuel Macron signent un nouveau traité de sécurisation de la frontière, complétant les accords du Touquet de 2004 [82]. Huit associations publient une lettre ouverte dénonçant les condition de vie indignes dans lesquelles (sur)vivent les exilé.e.s à Calais et exhortant les dirigeants à respecter leurs engagements en matière de droits de l'homme. [83]

FÉV 2018

Help Refugee est autorisé à faire appel du jugement concernant l'interprétation et la mise en œuvre par le Home Office de l'amendement Dubs.[84]

MAR 2018

A Calais, l'association La Vie Active est mandatée par l'Etat pour assurer les distributions alimentaires. Les associations comme Refugee Community Kitchen (RCK) ou encore Utopia56 stoppent temporairement leurs distributions, mais les personnes exilées refusent la nourriture fournie par l'Etat. Une enquête informelle menée par des volontaires basés à l'entrepôt de l'Auberge des Migrants et de Help Refugees révèle que 68% des personnes interrogées refusent la nourriture car elle provient des mêmes autorités qui légitiment la violence à leur encontre. 42% se disent effrayé.e.s par une présence policière excessive sur les sites de distribution.[85]



Crédit photo 1

FIN MAR 2018

Il y a plus de 370 personnes dans le gymnase ouvert par la mairie à Grande-Synthe. L'OFII maraude tous les matins afin d'orienter et transporter les personnes vers les CAO/CAES de la région.

MAR 2018

Des expulsions ont lieu une à trois fois par semaine à Grande-Synthe, durant lesquelles les tentes et affaires personnelles sont confisquées par les forces de l'ordre.

AVR 2018

Trois Rapporteurs Spéciaux des Nations Unies exhortent l'Etat français à faire davantage pour fournir de l'eau potable, des services d'assainissement et des abris d'urgence aux exilé.e.s et aux demandeurs d'asile de Calais, Grande-Synthe, Tatinghem, Dieppe et d'autres régions de la côte du nord de la France.[86]

Refugee Youth Service (RYS) rapporte que les mineur.e.s vivant dans la région, dormant à même le sol dans des campements de fortune, sont toujours exposé.e.s à des conditions sanitaires indignes, à un accès limité à des soins et à de l'information juridique fiable. L'association tire la sonnette d'alarme concernant les risques accrus d'exploitation sexuelle, d'abus, de trafic d'être humains auxquels sont exposés ces mineur.e.s, ainsi qu'à des faits de violences policières quotidiens. D'après leurs estimations, le nombre d'exilé.e.s dans la région est stable, avec environ 600 personnes dont une centaine de mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s. Les expulsions se sont intensifiées, ainsi que la destruction des tentes et l'utilisation de gaz lacrymogène, y compris contre des mineur.e.s.[87]



Crédit photo 1

22 AVR 2018

En France, le projet de loi sur l'asile et l'immigration, très controversé, est adopté en première lecture par les député.e.s à l'Assemblée Nationale. Le texte prévoit notamment de réduire à 6 mois l'instruction de la demande d'asile, de faciliter les reconduites à la frontière pour ceux qui sont déboutés, de réduire le délai de recours devant la CNDA de 30 à 15jours, ou encore de pénaliser l'entrée sur le territoire français en dehors des points de passage autorisés (passible d'une peine d'un an de prison et d'amende).[88]

82. https://www.france24.com/en/20180118-france-uk-migrants-calais-sandhurst-treaty-britain-france-agree-new-deal-border-security
83. https://www.independent.co.uk/news/world/europe/macron-may-talks-uk-france-visit-calais-refugees-help-stop-jungle-treatment-immigration-customs-a8166446.html
84. https://helprefugees.org/news/dubs-appeal/
85. https://helprefugees.org/news/calais-state-food-distribution
86. https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22917&LangID=E&utm_source=NEWS&utm_medium=email&utm_content=The%20Refugee%20Brief%20-%20External%20Subscribers&utm_campaign=HQ_EN_therefugeebrief_external_180404
87. https://mailchi.mp/ababb70750c0/refugee-youth-service-newsletter-april-2018
88. https://helprefugees.org/news/how-macrons-new-immigration-bill-affects-refugees-and-asylum-seekers

FIN AVR 2018

À la suite d'une campagne de plaidoyer menée par des militants de l'association Safe Passage, 201 membres de la Chambre des Lords ont voté en faveur de l'amendement proposé par Lord Dubs lors du projet de loi de retrait de l'UE, contre 181 votes contre.

MAI 2018

Refugee Info Bus signale que des forces de l'ordre ont confisqué une chaussure à plusieurs jeunes exilés à Calais.[89]

17 MAI 2018

Une petite fille de 2 ans, Mawda, est tuée pendant une course poursuite entre la police et une camionnette avec à son bord des exilé.e.s qui tentaient de passer en Angleterre[90]. Le policier est condamné en février 2020 pour homicide involontaire.

MAI 2018

D'après Refugee Info Bus, des expulsions ont lieu 3 à 5 fois par semaine à Calais. Les effets personnels des exilé.e.s ainsi que leurs tentes, sacs de couchage et médicament ou autres affaires personnelles sont systématiquement confisqués. Ces opérations se déroulent en dehors du cadre légal prévu en France pour les expulsions (pas de présentation de réquisition, pas d'huissier, pas de proposition de relogement, etc...).[91]

24 MAI 2018

Le gymnase, ouvert par la mairie de Grande-Synthe en Décembre, est évacué. 450 personnes sont orientées vers des CAO et CAES. Quelques jours plus tard, 250 personnes sont revenues sur la commune et s'installent sur le site de « Air Liquid », classé SEVESO (établissement abritant une quantité importante de substances dangereuses). Ce site est régulièrement évacué par les forces de l'ordre.

JUIN 2018

Refugee Info Bus alerte sur le fait que lors d'une expulsion, des CRS ont refusé d'expliquer pourquoi ils ne portaient pas leur matricule RIO, alors que la loi les y obligent. En effet, l'article 2 de l'arrêté du 24 décembre 2013 stipule que « Les agents qui exercent leurs missions en tenue d'uniforme doivent être porteurs, au cours de l'exécution de celles-ci, de leur numéro d'identification individuel ».[92]

Refugee Info Bus signale qu'au cours des trois derniers mois, les forces de l'ordre ont bloqué l'accès à de l'eau potable pour les personnes exilées survivant à Calais.[93]



Crédit photo 4

FIN JUIN 2018

A Grande-Synthe, le maire fait installer une benne à ordure, 6 toilettes chimiques et un point d'eau sur le lieu de vie des personnes exilées.

JUI 2018

A Grande-Synthe, des bénévoles de l'association Refugee Women's Centre sont interpellé.e.s, emmené.e.s au commissariat de police et ont finalement été relaché.e.s 4 heures plus tard, après avoir dû donner leurs empreintes digitales sous la menace d'une garde à vue. L'association alerte que depuis quelques jours, les bénévoles « étrangers » se voient refuser l'accès au terrain où (sur)vivent des centaines de personnes exilées par les forces de l'ordre et expriment leur inquiétude quant à la détérioration de leurs relations avec les forces de l'ordre.[94]

A Calais, plusieurs associations, coordonnées par la Plateforme de Services aux Migrants, ont saisi le tribunal administratif de Lille concernant l'accès à l'eau et à des dispositifs sanitaires. Le jour de l'audience, la préfecture du Pas de Calais annonce qu'elle va mettre en place plusieurs choses pour faire évoluer le dispositif : 2 fontaines à eau vont être présentes 24h/24 rue des Huttes, un 3ème lieu de ramassage va être mis en place pour les douches, une 3ème citerne mobile est installée, « plusieurs centaines de jerricans » vont être commandés pour être distribués aux exilé.e.s, des bassines peuvent être commandées pour que les exilé.e.s lavent leur vêtements.[95]

Le Refugee Women's Centre signale qu'il y a maintenant environ 500 personnes exilées à Grande-Synthe, dont une quarantaine de familles vivant dans les bois.[96]

89. Refugee Info Bus Facebook page, 29 May 2018
90. https://medium.com/thedigitalwarehouse/mawda-2-years-old-shot-in-belgium-91a91bf5be5e
91. Refugee Info Bus Facebook page, 24 May 2018
92. Refugee Info Bus Facebook page, 28 June 2018
93. Refugee Info Bus Facebook page, 4 June 2018
94. Refugee Women's Centre Facebook page, 6 July 2018
95. https://gisti.org/IMG/pdf/jur_ta-lille_2018-07-31.pdf
96. Refugee Women's Centre Facebook page, 17 July 2018

6 JUI 2018

Le Conseil Constitutionnel a censuré le principe du « délit de solidarité » décrétant qu'une aide désintéressée au « séjour irrégulier » ne saurait être passible de poursuites au nom du « principe de fraternité ».[97]

AOÛ 2018

L'auberge des Migrants, Help Refugees, Utopia56 et Refugee Info Bus publient un rapport concernant les faits de harcèlement et d'intimidation subis par les bénévoles et les travailleurs humanitaires à Calais et Dunkerque. [98]

A Grande-Synthe, plusieurs femmes exilées organisent une manifestation contre l'expulsion prochaine annoncée et pour l'accès à un logement convenable, adéquat et digne pour tou.te.s.[99]

24 AOÛ 2018

Près de 1 000 personnes exilé.e.s sont expulsées de leur lieu de vie à Grande-Synthe.

28 AOÛ 2018

A Grande-Synthe, le hangar de l'association Salam Nord/Pas-de-Calais est incendié, tous les biens qui y étaient stockés sont détruits.[100]

SEP 2018

A Grande-Synthe, les personnes exilées sont expulsées de leur lieu de vie. Selon Help Refugees, plus de 400 personnes, y compris une soixantaine de familles et une centaine de mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s sont orientées par bus vers des CAO/CAES. Il a été rapporté que deux des bus acheminant les personnes sont revenus à Grande-Synthe, faute de places dans les centres d'accueil. Beaucoup de personnes exilées sont laissées à la rue, sans solution d'hébergement. Une personne a raconté que le bus dans lequel elle se trouvait a roulé pendant près de 8 heures, sans aucun accès à de l'eau ou à de la nourriture durant le trajet.[101] Le maire de Grande-Synthe indique dans la presse « qu'il faut créer des lieux de répit sur tout le littoral de la Manche et de la mer du Nord ».[102]

13 SEP 2018

Un point d'eau est installé sur le site du Puythouck à Grande-Synthe par les services de la mairie.

SEP 2018

Refugee Women's Centre indique qu'il y a environ 600 personnes, dont 18 familles, qui survivent dans des conditions indignes à Grande-Synthe, sans aucun accès à l'eau ou à des dispositifs sanitaires.[103]

FIN SEP 2018

Un ancien bénévole de l'Auberge des Migrants est déclaré coupable de diffamation pour avoir publié sur Twitter une photo montrant des agents de police se tenant à côté d'une personne exilée, accompagnée d'un commentaire ironique. Plusieurs associations agissant dans la région, ainsi qu'Amnesty International et Human Rights Watch, sont particulièrement préoccupées par l'accroissement des faits d'intimidation et de harcèlement subis par les défenseur.e.s des droits des personnes exilées dans la région.[104]



Crédit photo 1

OCT 2018

Environ 1 000 personnes exilées survivent dans des conditions extrêmement précaires à Grande-Synthe.

3 OCT 2018

Le corps d'une personne exilée est retrouvé sans vie dans le port de Calais, après avoir tenté de passer en Angleterre. L'Auberge des Migrants indique qu'une soixantaine de personnes sont décédées à la frontière franco-britannique depuis 2015.[105]

La Cour d'appel de Grande-Bretagne déclare illégale la pratique du gouvernement britannique de ne pas justifier les refus d'entrée en Angleterre émis contre certains enfants en vertu du programme de relocalisation « Dubs ». Cette décision est le résultat de deux années de procédure judiciaire, lancée par l'association Help Refugees, représentée par Leigh Day, et a permis de garantir que les enfants dont le transfert est envisagé dans le cadre du programme Dubs soient traité.e.s de manière équitable.[106]

97. https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2018/2018717_718QPC.htm
98. https://helprefugees.org/wp-content/uploads/2018/08/Police-Harrassment-of-Volunteers-in-Calais-1.pdf
99. Refugee Women's Centre Facebook page, 26 August 2018
100. https://www.dunkirkrefugeewomenscentre.com/single-post/2018/08/30/Warehouse-fire-emergency-donations-callout
101. https://helprefugees.org/news/dunkirk-evictions/
102. L'Auberge des Migrants Facebook page, 6 September 2018
103. Refugee Women's Centre Facebook page, 13 September 2018
104. https://helprefugees.org/news/lauberge-volunteer-calais-convicted-tweet
105. L'Auberge des Migrants Facebook page, 11 October 2018
106. https://helprefugees.org/news/dubs-court-case-ruling-home-office-october-2018

OCT 2018

Le Refugee Women's Centre rapporte que les services de la mairie ont recensé 1 300 personnes exilées vivant sur la commune de Grande-Synthe, constituant l'augmentation du nombre de personne la plus importante depuis la destruction du camp de la Linière en avril 2017.[107]

Mobile Refugee Support indique que le nombre de personnes exilées à Grande-Synthe ne fait qu'augmenter, et dénombre 350 tentes dont certaines abritent des familles avec des enfants en bas-âge, dispersées dans les bois du Puyhtouck. Ils rapportent également une augmentation de la présence et de la surveillance policière, suggérant qu'une évacuation pourrait être planifiée prochainement.[108]

Selon l'Auberge des Migrants, il y a environ 500 personnes à Calais, nombre en augmentation depuis quelques semaines.[109]

Help Refugees indique que les conditions de vie des personnes exilées à Grande-Synthe sont « plus mauvaises que jamais ». Selon eux, les forces de l'ordre ont utilisé des agents chimiques sur le site du Puythouck lors d'une distribution alimentaire le 17 octobre, forçant les mères avec de très jeunes enfants à fuir.[110]



Crédit photo 1

Deux ans après l'évacuation de la « jungle » de Calais, Refugee Rights Europe revient sur le terrain et constate que la situation se détériore rapidement, sans qu'aucune solution ne soit envisagée. Les associations locales signalent une détérioration de la santé mentale des personnes exilées, et indiquent que la majorité des personnes exilées sont au bord de l'épuisement. Leur quotidien n'est que précarité et misère, malgré le travail sans relâche des associations sur place qui tentent tant bien que mal de combler les lacunes de l'Etat et soulager les souffrances.



Crédit photo 4

23 OCT 2018

Evacuation des presque 2 000 personnes exilées vivant sur la commune de Grande-Synthe dans les bois du Puyhtouck[111]. Le point d'eau installé par la mairie est également retiré.

26 OCT 2018

Plus de 200 personnes exilées sont de retour sur la commune de Grande-Synthe.

31 OCT 2018

Aujourd'hui, pas d'orientation en CAO/CAES prévue pour les personnes exilées à Grande-Synthe. Plusieurs familles ainsi que des associations se rendent à la sous-préfecture de Dunkerque pour demander des solutions d'hébergement. 4 personnes exilées, ainsi qu'une bénévole du Refugee Women's Centre, rencontrent le sous-préfet. A la fin de la journée, 60 personnes ont pu être orientées vers des hébergements.

NOV 2018

400 exilé.e.s vivent sur la commune de Grande-Synthe.

FIN NOV 2018

A Grande-Synthe, l'association AFEJI, mandatée par l'Etat, maraude sur le site du Puythouck et achemine les personnes vers les CAO/CAES de la région. Un point d'eau et une benne à ordure sont installés par la mairie sur le site du Puythouck.

12 DÉC 2018

A Grande-Synthe, les services de la mairie ouvrent un espace dédié à l'accueil des familles (appelé CCP).

27 DÉC 2018

La mairie de Grande-Synthe ouvre un gymnase pouvant accueillir environ 120 personnes. Une centaine de personnes dorment toujours dans les bois du Puythouck, et sont souvent expulsées.

107. Refugee Women's Centre Facebook page, 3 October 2018
108. Mobile Refugee Support Facebook page, 7 October 2018
109. L'Auberge des Migrants Facebook page, 16 October 2018
110. https://helprefugees.org/volunteer-blog/some-would-call-this-hell-conditions-for-refugees-in-grande-synthe-are-as-bad-as-ever/?fbclid=IwAR3gOX9tmRUUqmCtHgQJKbDw4UV2E7ozh32yeZfKE5Q8ZU17hY9QP7mY1eE
111. https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/10/23/pres-de-2-000-migrants-evacues-d-un-campement-a-grande-synthe_5373222_3224.html



Crédit photo 1

PHASE ACTUELLE

SÉCURISATION ET MULTIPLICATION DES OPÉRATIONS D'EXPULSIONS

JANVIER 2019 – MAINTENANT

28 FÉV 2019

La Cour européenne des droits de l'homme a déclaré dans l'affaire Kahn c. France que l'absence de prise en charge d'un mineur non accompagné après le démantèlement des camps de fortune aménagés dans la partie sud de la « Lande de Calais » enfreignait l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme interdisant les traitements inhumains et dégradants. La Cour a jugé que l'absence de prise en charge était déjà extrêmement problématique avant le démantèlement de la partie sud du camp et que la situation s'était aggravée par la suite, en raison de la destruction de la cabane dans laquelle il vivait. [112]

MAR 2019

Le tribunal administratif de Lille confirme l'illégalité de l'évacuation menée par le préfet du Nord à Grande-Synthe le 19 septembre 2017. Confirmant les arguments soulevés par 6 associations, le tribunal considère que cette opération ne pouvait être qualifiée de « mise à l'abri », et affirme que l'évacuation s'est faite en dehors de toute base légale, reprochant par conséquent au Préfet d'avoir eu recours à la force publique.[113]



Crédit photo 20

FIN MAR 2019

Du 18 au 22 mars, quatre associations – la Cimade, DROP Solidarité, Médecins du Monde et le Refugee Youth Service – ont mené une enquête d'observation des conditions de vie des personnes exilées vivant sur la commune de Grande-Synthe[114]. Les constats sont accablants:

- Près de 60% des personnes interrogées affirment ne pas avoir un accès suffisant à l'eau potable. La majorité des personnes interrogées n'ont pas accès à une douche pour se laver (79,1%) et n'ont pas accès à des toilettes pour faire leurs besoins (87,1%).
- Plus de la moitié des personnes interrogées indiquent ne pas bénéficier d'une prise en charge médicale en cas de problème de santé.
- Un peu plus de la moitié des personnes interrogées ont indiqué ne pas manger à leur faim (52,08%).
- Enfin, concernant les demandes d'hébergement au 115, près de 69% déclarent ne pas connaître ce numéro d'appel d'urgence.

Ces conditions de vie amplifient la détresse morale des personnes vivant sur la commune de Grande-Synthe et favorisent un climat d'insécurité et de tensions. A cela s'ajoute la crainte, chaque jour, d'être expulsé de son lieu de vie. 33 évacuations de terrain ont été comptabilisées depuis le mois de janvier, souvent accompagnées de la destruction des effets personnels des personnes exilées.

AVR 2019

Leilani Farha, Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur le logement convenable, se rend à Calais et à Grande-Synthe. Dans son rapport, publié en mars 2020, elle y exprime sa vive inquiétude au sujet du traitement réservé aux personnes vivant dans les campements de Calais et de Grande-Synthe, où elle s'est rendue. Elle y a constaté des pratiques et politiques publiques qui résultent dans des « violations flagrantes du droit à un logement adéquat tels qu'inscrit dans les textes internationaux sur les droits humains. Elles constituent aussi des violations du droit à la santé, à l'alimentation et à l'intégrité physique. La nature systématique et répétée de ces évacuations forcées pendant l'hiver témoigne d'un traitement cruel, inhumain et dégradant de l'une des populations les plus vulnérables du territoire français. ». Elle enjoint l'Etat d'interdire les expulsions répétées et systématiques de personnes vivant dans des tentes et des campements et à proposer des places d'hébergement d'urgence suffisantes et dignes.[115]

112. https://www.cncdh.fr/fr/actualite/arret-khan-contre-france-la-france-condamnee-par-la-cour-europeenne-des-droits-de-lhomme
113. https://www.lacimade.org/evacuation-illegale-a-grande-synthe-le-prefet-du-nord-condamne
114. https://www.lacimade.org/rapport-conditions-vie-personnes-exilees-grande-synthe
115. Report of the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to adequate standard of living and to non-discrimination in that context on her visit to France, March 2020 (A/HCR/43/43/Add.2) https://www.ohchr.org/EN/Issues/Housing/Pages/HousingIndex.aspx

7 MAI 2019

Deux personnes exilées, avec le soutien 9 associations, déposent ce jour une requête au tribunal dénonçant les conditions de vie de centaines de personnes vivant à Grande-Synthe. Elles demandent que des mesures urgentes soient prises afin de sauvegarder leur dignité et garantir le respect de leurs droits fondamentaux dans l'attente de propositions d'hébergement dignes et pérennes. Le tribunal administratif de Lille a rejeté leurs demandes.[116]



Crédit photo 19

JUIN 2019

Amnesty International publie un rapport, intitulé « France, la solidarité prise pour cible – criminalisation et harcèlement des personnes qui défendent les droits des migrant.e.s et des réfugié.e.s ». Ce rapport décrit la situation difficile d'une catégorie particulière de défenseur.e.s des droits humains : celles et ceux qui, individuellement ou collectivement, fournissent une aide humanitaire aux personnes en exil et militent pour le respect des droits de ces personnes dans le nord de la France[117].

21 JUIN 2019

Le Conseil d'État confirme la carence des autorités de l'État en matière d'accès à l'eau, à l'hygiène et à des sanitaires. Il enjoint en conséquence au préfet du Nord d'installer des points d'eau, douches et sanitaires en nombre suffisant, ainsi que de mettre en place des maraudes pour informer les personnes exilées de leurs droits.

FIN MAI 2019

L'espace dédié à l'accueil des familles (CCP) ouvert en décembre par la mairie de Grande-Synthe, est évacué. Les familles sont orientées vers le gymnase.

JUIN 2019

Help Refugees, l'Auberge des Migrants, Human Rights Observers et Refugee Info Bus publient un rapport révélant qu'il y a eu au moins 803 expulsions de terrain à Calais et Grande-Synthe, entre le 1er août 2018 et le 1er juin 2019, ne faisant que détériorer encore plus les conditions de vies des personnes exilées et les poussant à prendre de plus en plus de risque pour se rendre en Angleterre[118].

Ce rapport montre l'échec de la politique actuelle de « lutte contre les points de fixation ». En effet, malgré les 803 expulsions, il y a toujours environ 1 000 personnes exilées dans la région, dont 255 sont des mineur.e.s isolé.e.s étranger.e.s.



Crédit photo 19

FIN JUI 2019

Il y a plus de 800 personnes exilées à Grande-Synthe, dont 200 sont hébergées dans le gymnase ouvert par la mairie, et plus de 500 tentes sont plantées autour du gymnase. Certaines communautés vivent également dans les bois du Puythouck.

AOÛ 2019

Mira Zerang Sagha est la première victime retrouvée noyée après une tentative de traversée de la Manche.[119]

4 SEP 2019

Le tribunal administratif de Lille autorise l'expulsion du gymnase de Grande-Synthe et de ses alentours, où survivent plus de 800 personnes.

116. https://www.lacimade.org/grande-synthe-la-violation-des-droits-fondamentaux-des-personnes-exilees-portee-devant-la-justice/
117. https://www.amnesty.org/download/Documents/EUR2103562019ENGLISH.PDF
118. https://helprefugees.org/wp-content/uploads/2019/06/Forced-Evictions-in-Calais-and-Grande-Synthe-ENG-1.pdf
119. https://mobile.francetvinfo.fr/monde/europe/migrants/elle-etait-tres-joyeuse-et-parlait-avec-tout-le-monde-qui-etait-mitra-zerang-sagha-la-migrante-iranienne-retrouvee-noyee-dans-la-manche_3749713.html?fbclid=IwAR3ozNYTmNrZsSLRuK1eE9o7r47Ujck4Y7KGksi_kYSwhma1QEnVfQTHYAM#xtor=AL-79-%5Barticle%5D-%5Bconnexe%5D&xtref=https://fr.news.yahoo.com/%C3%A9tait-tr%C3%A8s-joyeuse-parlait-monde-135339752.html

17 SEP 2019

Le gymnase de Grande-Synthe est évacué, et plus de 800 personnes sont orientées vers les CAO et CAES partout en France.



Crédit photo 17

OCT 2019

La maire de Calais, Natacha Bouchart, a pris un arrêté interdisant les distributions de repars aux personnes exilées dans le centre-ville, jusqu'au début de l'année 2020. Cet arrêté sera annulé par le tribunal administratif car la maire « était incompétente pour prendre ces arrêtés »[120].

NOV 2019

A Calais, un exilé décède d'une intoxication au monoxyde de carbone alors qu'il tentait de se réchauffer dans sa tente en allumant un feu.

Plusieurs associations locales organisent une manifestation sur le parvis de la Communauté Urbaine de Dunkerque pour demander à l'Etat de fournir un hébergement digne, un accès à des dispositifs sanitaires et de mettre fin aux expulsions.

DÉC 2019

79 exilé.e.s sont secouru.e.s alors qu'ils tentaient de traverser la Manche dans 5 petits bateaux.

4 DÉC 2019

Amnesty International, Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, le Secours Catholique et la Cimade réclament l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire pour documenter les atteintes aux droits des personnes exilé.e.s aux frontières françaises.



Crédit photo 17

17 DÉC 2019

80 exilé.e.s sont secouru.e.s par les autorités britanniques alors qu'ils tentaient de traverser la Manche[121].

18 DÉC 2019

Damien Carême, député européen et ancien maire de Grande-Synthe, envoie une lettre ouverte à Emmanuel Macron, demandant « d'accroître et d'améliorer l'accueil et l'accompagnement des chercheur.se.s de refuge et notamment des enfants, chez nous en France »[122].

19 DÉC 2019

A Calais, une clôture est construite le long de la Route de Gravelines. L'objectif de la mairie de Calais est d'empêcher les personnes exilées d'accéder au bois et de s'y réfugier[123].

FIN DÉC 2019

70 personnes exilées sont secourus par les autorités françaises et britanniques alors qu'ils tentaient de traverser la Manche[124]. IEn 2019, 2 500 personnes ont été secourues alors qu'elles tentaient de rejoindre l'Angleterre.

120. https://www.lavoixdunord.fr/684270/article/2019-12-21/la-maire-de-calais-jugee-incompetente-pour-interdire-les-distributions-de?fbclid=IwAR0lCndeltxWhfCydFnLT03t4YQLkgoEC3UlLGUsN9p3GRAmyjnIE2qLHJI

121. https://www.infomigrants.net/fr/post/21636/pres-de-80-migrants-interceptes-dans-la-manche-en-une-matinee?fbclid=IwAR1e1zhR_PMxnvPtfVQPAQdgPFzDEGp4qeKHihyAXI5yITGkc3BNuwScGmo

122. L'Auberge des Migrants Facebook page, 18 December 2019

123. https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/pas-calais/calais/grilles-anti-migrants-installees-route-gravelines-calais-1765037.html

124. https://www.infomigrants.net/fr/post/21777/plus-de-70-migrants-secourus-en-une-nuit-dans-la-manche-entre-le-pas-de-calais-et-l-angleterre?fbclid=IwAR15dwHlVJitbG6E6BxKiNBDzDO-ozxn44h5H7_2483oildL-nvz112Ck8k



Crédit photo 17

HIVER 2019

A Calais, le « plan grand froid » n'est pas activé, et ce pour la première fois depuis 2017.

FIN DÉC 2019

Des associations locales lancent une pétition « Dehors n'est pas un logement », afin de demander un hébergement inconditionnel décent pour tou.te.s.



Crédit photo 18

FIN 2019

Au total, il y a eu 142 expulsions à Grande-Synthe, et 961 à Calais.

JAN 2020

L'Angleterre n'est plus membre de l'Union Européenne. Pendant la période de transition, qui se termine le 31 décembre 2020, les accords relatifs à la frontière demeurent inchangés.

22 JAN 2020

Le Parlement britannique décide de revenir sur ses responsabilités à l'égard des mineur.e.s non accompagné.e.s en Europe. Les députés ont rejeté l'amendement de Lord Dubs obligeant le gouvernement à assurer le maintien de la réunification familiale pour les mineur.e.s non accompagné.e.s.



Crédit photo 19

FIN JAN 2020

Il y a au moins 47 familles qui survivent dans des hangars désaffectés à Grande-Synthe, ainsi que 600 hommes isolés.



Crédit photo 17

FÉV 2020

Refugee Rights Europe et Refugee Women's Centre envoient une lettre à Edouard Philippe (Premier ministre) Christophe Castaner (ministre de l'Intérieur) ainsi qu'à Marlène Schiappa (Secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations) pour dénoncer les conditions extrêmes dans lesquelles survivent les femmes et filles exilées dans le Nord de la France.[125] Les conditions de vie dans camps et campements de fortunes sont de plus en plus difficiles, l'accès à un hébergement d'urgence étant très restreint.

8 - 11 FÉV 2020

Plusieurs gymnases sont ouverts par le Préfet du Nord afin d'accueillir les personnes exilées pendant la tempête Ciara, à Calais et Grande-Synthe. 3 jours après, ces gymnases sont fermés, laissant la plupart des personnes sans solution d'hébergement [126].

125. https://www.dunkirkrefugeewomenscentre.com/single-post/2020/02/12/Letter-to-French-ministers-RWC-highlights-the-worsening-situation-for-women-and-girls-on-the-northern-French-coastline
126. https://www.lacimade.org/episode-de-la-tempete-ciara-termine-retour-a-la-realite-pour-les-exiles



Crédit photo 18

4 MAR 2020

Des associations intervenant dans la région se mobilisent à Dunkerque afin de rencontrer les habitant.e.s et discuter avec les passant.e.s autour d'une question posée : « Des centaines de personnes à la rue dans le Dunkerquois, ça vous fait quoi ? ». Une pétition est également proposée à signature, réclamant le respect du droit à un hébergement digne, inconditionnel et pérenne pour tou.te.s [127].

16 MAR 2020

Emmanuel Macron acte le confinement total du pays pour 15 jours (étendu par la suite jusqu'au 11 mai).

Les associations intervenant auprès des exilé.e.s de la région envoient une lettre ouverte aux autorités locales, demandant la mise en place de mesures immédiates pour les personnes exilées, en lien avec le COVID-19.

17 MAR 2020

Le Secours Populaire est mandaté par l'Etat pour effectuer des distributions alimentaires à Grande-Synthe. Jusqu'au 23 mars, l'association distribue seulement du thé et des biscuits. A partir du 23 mars, le Secours populaire prépare des colis repas, distribué 3 fois par semaine (lundi, mercredi, et jeudi) contenant des denrées alimentaires (riz, sardines, lait, soupes en boites, fruits aux sirops). L'accès à la nourriture étant insuffisant, en quantité et en qualité nutritionnelle, et inadapté aux besoins de tou.te.s, les associations non mandatées continuent de distribuer de la nourriture et des repas chauds aux personnes exilées.

18 MAR 2020

Leilani Farha, Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur le logement convenable, appelle les gouvernements à « prendre des mesures urgentes pour empêcher toute personne de se retrouver sans abri et garantir l'accès à un logement adéquat pour ceux qui en sont privés ». Elle ajoute que « le logement est devenu la défense de première ligne contre le coronavirus. Le logement a rarement autant été une question de vie ou de mort ».



Crédit photo 17

19 MAR 2020

Les autorités locales annoncent qu'elles vont mettre en place des mesures strictes afin de protéger l'ensemble de la population de l'épidémie de COVID-19, et notamment des mesures de « communication auprès de la population migrante, de garantie de l'accès à l'eau et au savon pour permettre le respect des gestes barrière, de soutien à la continuité d'activité pour les opérateurs de l'État et les associations et à la prise en charge et le confinement des personnes migrantes présentant des symptômes du COVID-19 » [128]. Cependant, les mesures annoncées ne répondent aucunement à la crise humanitaire en cours, et n'ont d'ailleurs pour la majeure partie d'entre elles, pas été mises en œuvre.

23 MAR 2020

A Calais, l'association La Vie Active, mandatée par l'Etat, arrête les distributions de repas chauds pour les personnes exilées.



Crédit photo 17

127. Refugee Women's Centre Facebook page, 4 March 2020
128. https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/coronavirus-quelles-mesures-etat-prend-il-aupres-migrants-calais-grande-synthe-1802114.html

25 MAR 2020

Face à l'épidémie de COVID-19 et au manque de protections pour les bénévoles, l'association Refugee Community Kitchen décide de suspendre les distributions alimentaires à Calais et Grande-Synthe.

27 MAR 2020

Refugee Rights Europe, Help Refugees, Refugee Youth Service, l'Auberge des Migrants, Refugee Women's Centre et le Secours Catholique Hauts-de-France envoient une lettre ouverte à plusieurs instances de l'UE et des Nations Unies réclamant la mise en place en urgence d'une réponse adaptée face à la crise du COVID-19 dans le Nord de la France, et que le droit à l'hébergement et au logement ainsi que le droit à des conditions matérielles de vie décentes respectant le principe de dignité de tou.te.s soient appliqués.

FIN MAR 2020

Depuis le début du confinement, il y a eu 45 expulsions de terrain à Calais.

3 AVR 2020

A Calais, 93 personnes exilées ont été orientées vers des centres de mise à l'abri par les autorités.

6 AVR 2020

A Grande-Synthe, une trentaine de personnes sont orientées par les autorités vers des centres de mise à l'abri. Des départs en bus sont organisés chaque matin sur le site de la Linière.

7 AVR 2020

A Grande-Synthe, des douches sont installées sur le site de la Linière par la mairie et la Communauté Urbaine de Dunkerque. Cependant, le dispositif installé est insuffisant, inadapté et inégalitaire.

8 AVR 2020

Le centre de rétention administrative (CRA) de Coquelles est fermé à cause de l'épidémie de COVID-19. Les personnes qui y étaient retenues sont transférées vers le CRA de Lesquin.

AVR 2020

Les associations qui interviennent auprès des exilé.e.s à Calais, Grande-Synthe ou ailleurs en France continuent de réclamer la mise en place en urgence d'une réponse adaptée face à la crise du COVID-19 pour les personnes exilé.e.s.





CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Depuis presque 30 ans, la multiplication des accords frontaliers entre la France et l'Angleterre et la multiplication des mesures de sécurisation des frontières n'ont fait qu'aggraver la situation des exilé.e.s dans le nord de la France, instaurant un climat particulièrement hostile et dissuadant les potentiels demandeurs d'asile d'y rester. En réduisant les possibilités de rejoindre l'Angleterre en toute sécurité, les personnes demeurent sans solution, prises au piège dans les méandres des accords franco-britanniques et européens.

Sans une réforme en profondeur, permettant d'assurer aux personnes souhaitant se rendre en Angleterre des voies d'accès légales et sûres, ces dernières continueront de prendre des risques mortels en traversant la Manche dans des embarcations de fortunes. N'estimant ne pas avoir d'autre choix que de rejoindre l'Angleterre, la construction de clôtures et de murs ne les empêcheront pas de tenter le passage. Le gouvernement britannique doit envisager d'ouvrir des voies d'accès légales et sûres.

Les conditions indignes et insalubres dans lesquelles vivent les exilé.e.s dans la région, sans cesse confronté.e.s à la précarité, à des faits de violence policière (comme l'utilisation abusive de gaz lacrymogène, des tactiques d'intimidation et la privation de sommeil), et à des expulsions à répétition, ne font qu'amplifier leur détresse et favorisent un climat d'insécurité. Nous pensons qu'il est temps de faire face à ces réalités de terrain, et de remplacer la politique de « lutte contre les points de fixation », menée par les autorités françaises depuis plusieurs décennies, par des solutions plus constructives, humaines et durables, garantissant notamment l'accès à la demande d'asile et autres procédures de régularisation.



Crédit photo 19

En effet, après des décennies de campements et d'expulsions, et face aux défis sans précédents causés par l'épidémie de COVID-19, il est évident que la politique mise en place jusqu'à présent ne fonctionne pas. Dans ce contexte, Refugee Rights Europe, Help Refugees et Human Rights Observers demandent instamment aux gouvernements français et britannique de mettre en œuvre des solutions constructives, dignes et durables, comme notamment:

- Une approche non-violente des autorités françaises et la désescalade des tensions dans le nord de la France
- Permettre le dépôt d'une demande d'asile là où le Royaume-Uni exerce son pouvoir de contrôle aux frontières, conformément aux dispositions de la Convention de Genève de 1951 et à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (article 14)
- L'identification et la prise en charge immédiate des personnes particulièrement vulnérables, tels que les victimes de traite, les mineur.e.s non accompagné.e.s, les personnes LGBTQ+ et les personnes handicapées
- La mise en place de solutions d'accueil dignes, inconditionnelles, adaptées et durables dans tous les lieux où (sur)vivent des exilé.e.s, permettant de répondre à la totalité de leurs besoins vitaux et fondamentaux (accès à un hébergement, à l'alimentation, à l'eau potable, à des dispositifs d'hygiène, aux soins médicaux et psychologiques, à une information juridique fiable et à un accompagnement social).
- Des moyens supplémentaires doivent également être mobilisés afin d'informer, d'orienter, d'accueillir et d'accompagner dignement les personnes exilées vers ces dispositifs d'accueil.
- Cette politique d'hospitalité ne sera crédible que si un gel des expulsions des camps et campements est prononcé, et que les actes de harcèlement et d'intimidation à l'égard des défenseur.e.s des droits des personnes exilées cessent.

Enfin, la réussite d'une telle politique ne pourra être effective seulement s'il est fait application des clauses discrétionnaires, prévues aux articles 17 et 18 du règlement UE n°604/2013 dit de « Dublin III ». Ces clauses permettent à un Etat, pour des raisons humanitaires (en raison de l'état de vulnérabilité des personnes concernées ou des liens familiaux qu'elles peuvent avoir en France) ou au regard de circonstances particulières, de décider d'examiner une demande d'asile relevant de la compétence d'un autre Etat. Actuellement, l'application stricte qui est faite de ce règlement, loin de faire renoncer les personnes à leur projet migratoire, les voue à une errance perpétuelle, une impossible intégration et des conditions de vie si dures et désespérantes qu'elles impactent gravement leur santé physique et psychique.


Crédit photo 18



Crédit photo 8

CRÉDITS PHOTOS

Couverture avant et arrière:
Help Refugees

Crédit photo 1
Aaron Abbott / Help Refugees

Crédit photo 2
Beatrice-Lily Lorigan

Crédit photo 3
Elisa Vari

Crédit photo 4
Huruy Kidane

Crédit photo 5
Refugee Rights Europe

Crédit photo 6
Rob Pinney

Crédit photo 7
Rowan Farrell

Crédit photo 8
Thomas Laurance / Help Refugees

Crédit photo 9
Christopher Pledger - https://www.telegraph.co.uk/news/picturegalleries/worldnews/6218479/Police-detain-hundreds-of-asylum-seekers-in-raid-on-The-Jungle-a-temporary-camp-in-Calais-France.html?image=2

Crédit photo 10
Fameflynet.uk.com

Crédit photo 11
http://en.rfi.fr/france/20161027-history-Jungle-Calais-1999-2016-pictures

Crédit photo 12
Philippe Huguen - http://en.rfi.fr/france/20161027-history-Jungle-Calais-1999-2016-pictures

Crédit photo 13
https://news.vice.com/en_us/article/qva5n3/remembering-sangatte-frances-notorious-refugee-camp

Crédit photo 14
http://www.bbc.co.uk/newsbeat article/37750368/the-history-of-the-calais-jungle-camp-and-how-its-changed-since-1999

Crédit photo 15
https://www.telegraph.co.uk/news/picturegalleries/worldnews/6218479/Police-detain-hundreds-of-asylum-seekers-in-raid-on-The-Jungle-a-temporary-camp-in-Calais-France.html?image=2

Crédit photo 16
Squat Le Monde: https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0

Crédit photo 17
Help Refugees

Crédit photo 18
Calais Woodyard

Crédit photo 19
Jean-Philippe Huguet / Médecins du Monde

Crédit photo 20
Médecins du Monde



www.refugee-rights.eu | info@refugee-rights.eu | @Refugee_RE